

L'effet Matthieu

CHÔMEURS SOUS PRESSION

Marcel, 38 ans, est un intermittent du chômage. Après ses études, il a travaillé par petits bouts, sous des contrats à durée déterminée. Après un job d'un an et demi, il se retrouve sans emploi. Les dernières mesures du nouveau gouvernement le révoltent et l'énervent au plus haut point.

"J'ai d'abord eu une phase où j'ai pas voulu en parler parce que ça m'énervait trop. Je pense que la pression est vécue par tout le monde, c'est général. Tout le monde le sent, le vit. Déjà avec les contrôles de l'ONEm! Ce contexte général est bien pesant, maintenant se rajoutent ces mesures précises. Je crois pas que ça a bien

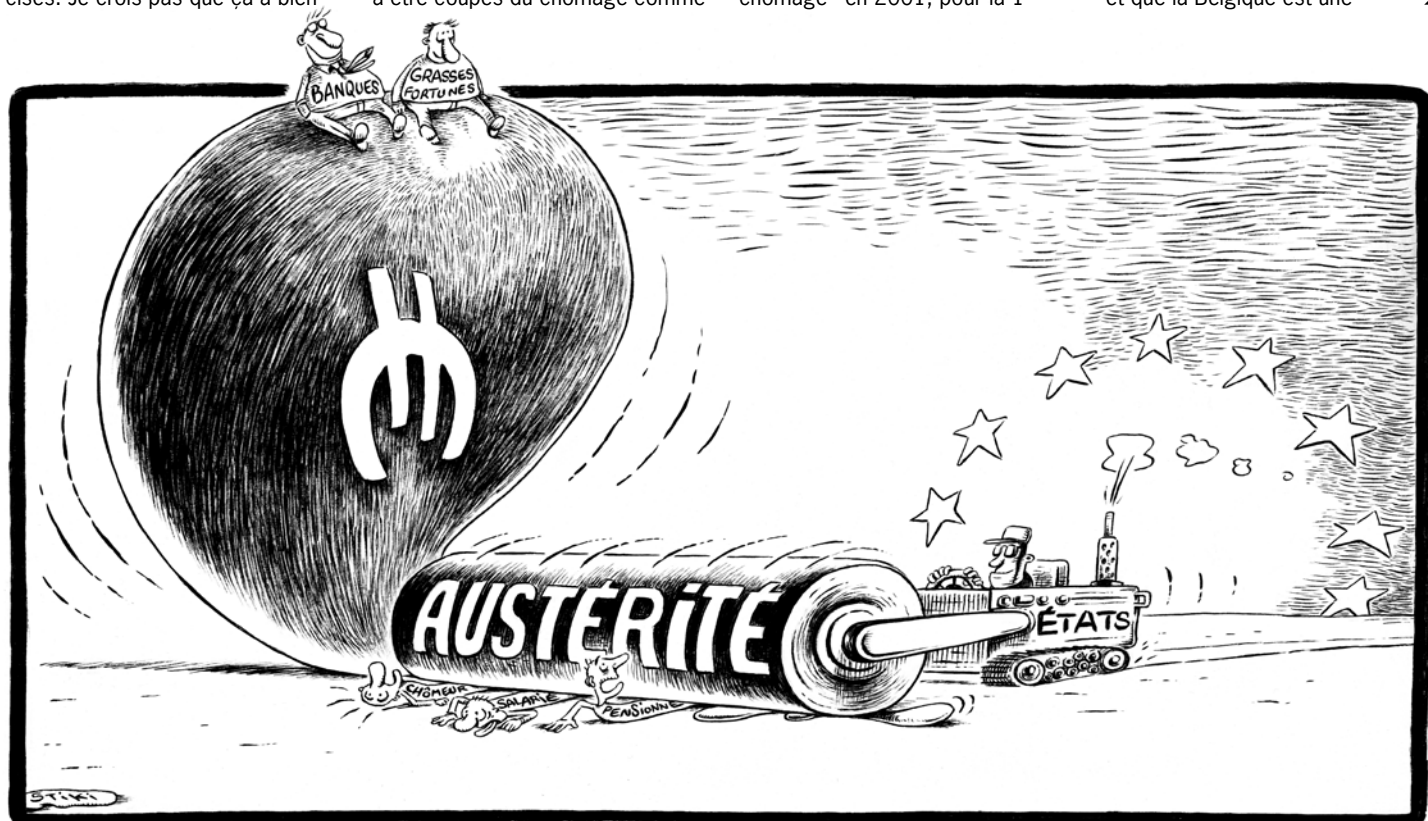
LE MATTHEW EFFECT^A DÉSIGNE, DE FAÇON GÉNÉRALE, LES MÉCANISMES PAR LESQUELS ON ENLÈVE ENCORE PLUS AUX DÉFAVORISÉS POUR DONNER AUX RICHES. AU NOM D'UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE QUI CONSTRUIT SA DOXA SUR CES PRÉMISSSES SÉMIOLOGIQUES, ON JUSTIFIE AINSI QU'ON DONNE À CEUX QUI ONT PLUS TOUT EN SABRANT DANS LA PROTECTION SOCIALE. C'EST CE QUE DÉNONCENT, À LEUR MANIÈRE, CES PERSONNES AU CHÔMAGE DONT NOUS AVONS RÉCOLTÉ L'AVIS SUR LES MESURES D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT DI RUPO.

Propos recueillis par Abida Allouache
CSCE

filtré chez tout le monde, y a des gens qui ne doivent pas s'attendre à être coupés du chômage comme

ça du jour au lendemain... Depuis que je me souviens d'avoir été au chômage - en 2001, pour la 1^{re}

fois - on entend dire qu'il faut couper les allocations dans le temps et que la Belgique est une →



anomalie. Ce sont des mesures avant tout idéologiques, bien plus qu'économiques parce que là ça va apporter quoi? Le simple fait de dire que ça va rapporter de l'argent de couper les vivres aux gens, c'est inacceptable. Je pense que c'est un chantage des libéraux, accepté par les socialistes.

Il y a des gens concernés - sur base d'allocations d'attente - qui ne sont pas au courant. Je connais des gens qui travaillent deux mois, puis ils sont de nouveau au chômage, puis ils travaillent à temps partiel. Des gens qui ont travaillé 10 ans à mi-temps et à qui on va couper le chômage parce qu'ils sont encore sur base d'allocations d'attente... Ça va être un désastre social et je ne sais pas comment ces gens vont pouvoir se retourner après. Dans les années 80, au moment où ils

donc tirer les salaires vers le bas et c'est ce qui est déplorable.

Les allocataires d'attente sont en dessous du seuil de pauvreté. On décrit un seuil de pauvreté au-dessous duquel on ne devrait pas descendre - en théorie - et on coupe l'argent de ceux qui vivent en dessous de ce seuil de pauvreté, c'est un scandale! Je ne sais pas ce que vont devenir tous ces gens: certains vont aller au CPAS mais bon tous ne le font pas. Donc ça va être les solidarités familiales, ça va être l'appauvrissement des familles... à partir du moment où on vit à plusieurs sur le même revenu, ben, on s'appauvrit. J'avais rencontré une accompagnatrice syndicale de Charleroi qui disait qu'elle avait retrouvé dans la rue des gens qu'elle avait accompagnés lors du contrôle à l'ONEm et

elle s'est carrément emportée: " Mais c'est grave, franchement! Terminer ses études et se retrouver là-dedans, c'est pour casser les gens; je trouve ça décourageant! Et puis après, qu'est-ce qu'on fait? Et avant de l'obtenir, il faut d'abord avoir quatre évaluations positives? Oui je vois, ce n'est plus un droit comme avant. Déjà les quatre évaluations positives, faudrait les définir: ça peut être positif pour un

référént et pas pour l'autre. Donc bonjour la place à la subjectivité... on s'en sort pas là. Franchement, si ça c'est passé, qu'est-ce qui reste encore à faire pour s'en sortir? Je sais pas, j'aimerais savoir ce qu'il y a encore moyen de faire mais qu'est-ce qu'il reste encore à faire pour s'en sortir? Je vois pas!

J'en avais entendu parler mais je ne connaissais pas les détails.

“ LE SIMPLE FAIT DE DIRE QUE COUPER LES VIVRES AUX GENS VA RAPPORTER DE L'ARGENT EST INACCEPTABLE.”

ont créé le stage d'attente - ce qui a été appelé à tort le stage d'attente parce que ça ne veut absolument rien dire - il y a eu des manifestations contre ces six mois d'attente avant d'avoir une allocation. Là, on est un cran bien plus loin parce que là on va couper carrément l'allocation de chômage pour une série de gens. Le travail, y a pas, alors évidemment, les gens, on les met sous pression pour qu'ils acceptent n'importe quoi en fait.

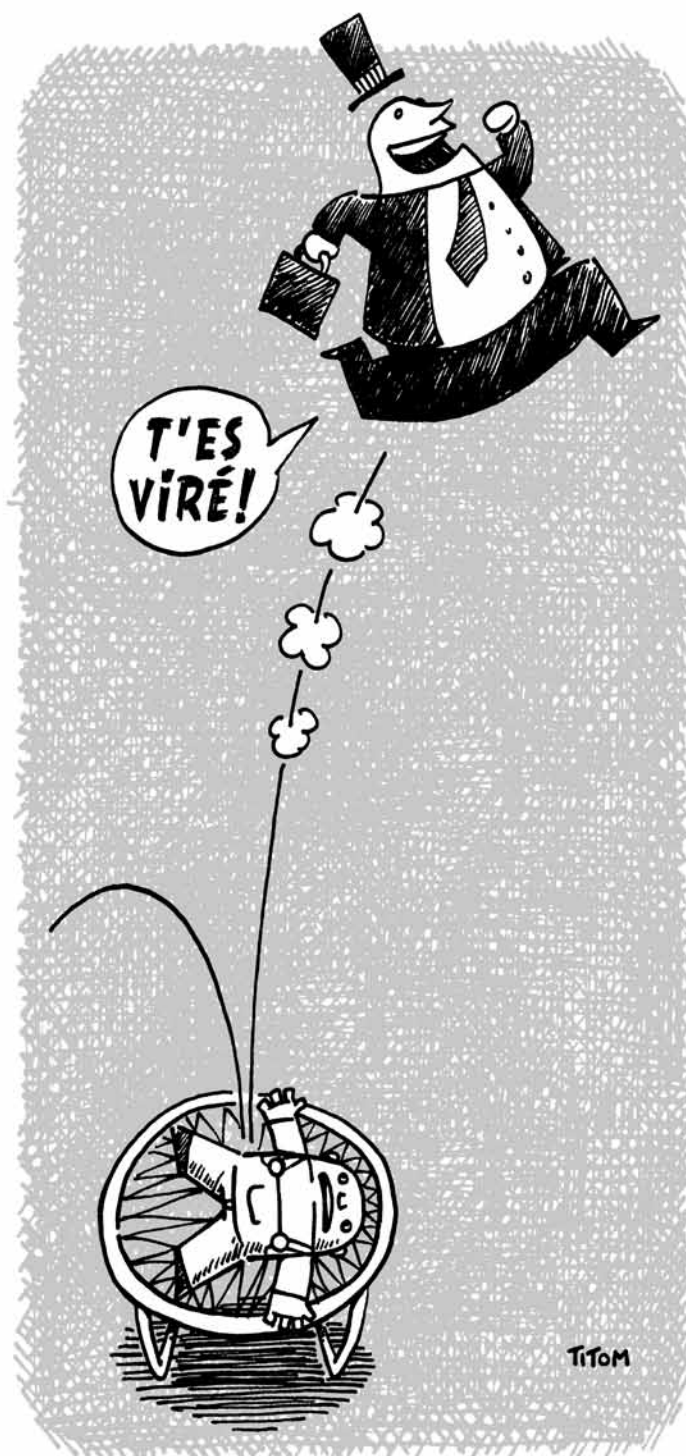
C'est comme pour les pensions: à partir du moment où les gens travaillent plus quand on est en pénurie d'emplois, ben c'est qu'il y a plus de gens sur le même nombre d'années sur le marché de l'emploi. Donc à l'échelle d'un pays, d'une économie nationale, c'est une masse énorme de gens qui sont là pour les mêmes places. Plus les gens sont ensemble sur peu de places de travail et plus ils seront enclins à accepter n'importe quoi et

qui avaient été exclus du chômage! C'est encore une fois faire payer les gens qui n'ont quasiment rien. C'est presque un lieu commun de le dire: y a des gens qui ont encore des salaires mirobolants et on vient s'attaquer aux gens qui survivent avec quelques centaines d'euros par mois..."

FRANCHEMENT, C'EST GRAVE!

Nadia, n'a pas encore trente ans. Une fois ses études terminées à l'université, elle sera deux ans au chômage. Après une formation, elle décroche un job durant quelques mois puis se retrouve demandeuse d'emploi. Elle n'avait pas d'idée précise des conséquences sur les personnes au chômage des mesures projetées par le gouvernement. Elle en avait juste entendu parler sans en connaître les détails.

Quand nous lui avons expliqué les changements concernant le stage d'attente devenu stage d'insertion,



Et d'apprendre ces détails, c'est d'autant plus effrayant. Je comprends pas. La grande presse n'est pas informative, c'est juste pour faire des shows, pour scandaliser et faire peur. La presse, c'est 24 000 chômeurs en moins en 2012. Voilà. Et les exclus qui n'ont pas de revenus, ils vont aller où? Au CPAS? Ils ont pas les moyens au CPAS. C'est une mesure en plus comme il y en aura de plus en plus pour chasser des chômeurs et les foutre au CPAS et qui sera absolument pas une solution. En fait, ils sont juste en train de se passer la boule, la boule chaude là! Finalement, ça revient au même. C'est dans les caisses sociales qu'on ira chercher cet argent alors c'est bien con de chasser les chômeurs pour qu'ils se retrouvent au CPAS et, du CPAS, ils se retrouvent à la rue. Nous, quand on travaille, on cotise et moins y a de travailleurs et moins y aura de cotisations...

Eh ben, il reste l'exil. Cela fait partie des possibles: s'exiler! Moi, j'en connais qui sont partis à l'étranger parce qu'ils ne trouvaient pas d'avenir chez nous. Je ne pense pas que c'est mieux ailleurs mais, bon, parfois on se trouve tellement au bout de tout... on préfère partir, à l'inconnu, sans garantie de trouver un emploi ailleurs... Comment elles vont faire les personnes de plus de 55 ans? Comment retrouver du boulot? Les gens sont au chômage mais ça ne veut pas dire qu'ils ne travaillent pas, ils ont des tas d'activités. Moi, personnellement, pendant mes deux ans de chômage, j'étais hyperactive, avec des activités utiles socialement, qui ont du sens pour moi... Et psychologiquement, ils ne se rendent pas compte de l'impact de ce qu'ils font. C'est franchement nocif ce qu'ils font. Parce que bonjour la dépression, la non-estime de soi, dévalorisation totale... Franchement, il faudrait faire une étude sur le nombre de personnes qui ont recours à des antidépresseurs et des anxiolytiques parce qu'ils ne sont nulle part professionnellement avec un contrôle pareil,

avec des problèmes financiers parce que ça, évidemment, ça mène à se retrouver sans le sous, hein! Franchement je suis abasourdie!

UNE ATTAQUE CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE...

Abouche, universitaire d'une quarantaine d'années, est mère de deux enfants. Après quelques mois de chômage, elle a accepté un travail à mi-temps alors qu'elle cherchait un temps plein. Les fourches caudines de l'activation poussent à tout pour éviter leur harcèlement!

"Moi, je pense que ce sont des mesures qui vont à l'encontre de l'idée de l'État social tel que nous l'avons connu. La situation avait commencé à se dégrader déjà en 1994 avec le livre blanc à

Laisser à l'appréciation de l'ONEm, qui est celui qui sanctionne, voilà, il est juge et partie de l'affaire. Il n'est pas neutre dans l'affaire. Moi, ce qui m'effraie dans les mesures telles qu'elles ont été annoncées, par exemple concernant les jeunes: quelqu'un qui n'a pas travaillé jusqu'à ses trente ans, ben celui-là risque en plus de se voir supprimer carrément même son assurance maladie, privé de tous ses droits. Je me dis: "Mais ce sont les plus vulnérables. Ceux qui ont besoin de plus de soins, j'imagine..."

Les gens qui ne travaillent pas et qui sont exclus, ça génère des pathologies aussi bien psychiques que physiques. Il y a une dégradation aussi bien mentale que physique, il ne faut plus le prouver quand même! Voilà et on leur dit: "Eh bien, vous aurez encore moins que ça

“LE TRAVAIL, Y'EN A PAS, ALORS, ÉVIDEMMENT, LES GENS, ON LES MET SOUS PRESSION POUR QU'ILS ACCEPTENT N'IMPORTE QUOI.”

Bruxelles. Je crois que l'Europe est en train de dicter sa loi et je crois que la Belgique tente de trouver un chemin européen à l'intérieur de nos droits, de notre culture de la sécurité sociale.

Quand même, pour aller stigmatiser encore mieux des gens qui sont, rappelons-le, privés d'emploi! Ce ne sont pas des gens qui cherchent à ne pas travailler, ce sont des gens privés d'emploi, il y a là un glissement sémantique assez important.

Ah oui, c'est devenu un stage d'insertion, ça, c'est intéressant, tiens! Je pense que le choix des mots, ce n'est pas innocent... c'est quoi après tout l'assurance chômage?

Les gens doivent apporter la preuve - et pas seulement apporter la preuve - apporter une preuve qui est laissée à appréciation de l'ONEm, hein, bon. On sait ce que ça a donné dans certaines situations...

pour prendre soin de vous!" On va chez les plus faibles leur demander de faire l'équivalent des efforts des plus forts, y a quelque chose qui ne tourne pas rond, quelque chose que je ne comprends pas... Alors dans ma situation précisément, je pose clairement cette question: je suis demandeuse d'emploi à mi-temps et je travaille à mi-temps. Si ce mi-temps ne me correspondait plus un jour, eh bien tout est balisé pour - oui voilà - que j'accepte des situations qui sont intolérables style harcèlement au travail pour ne pas devoir tomber, ben finalement, dans les griffes de l'ONEm parce que je me vois mal en tant que femme isolée avec deux enfants, je me vois mal aujourd'hui tomber dans ce ravin dit de la sécurité sociale...

Il est culpabilisant, il est donc stigmatisant. On est les bêtes noires et peut-être c'est à cause de nous finalement le trou de la sécu... hein! Mais non pas à cause

du projet européen qui mène une politique de plus en plus sauvagement libéralisée au détriment des travailleurs. On assiste à ce qu'on croyait être une affaire lointaine et au moins théorique: dans le détricotage de la sécurité sociale avec, à la clef, cette culpabilisation des sans-emploi. Simplement, moi, je m'inquiète pour l'équilibre des personnes... Faire partie d'une société qui exclut de plus en plus, voilà, le non travail.

Je suis dépitée par les nouvelles mesures, enfin, je suis un peu plus que dépitée. Je crois que le glas il a vraiment - bon, il a déjà sonné dans les années 80 - mais là, depuis 1994, la situation se dégrade de plus en plus. J'ai l'impression de rejoindre ce qu'on appelle dans la Bible l'effet Matthieu: "À ceux qui ont, nous donnerons et à ceux qui n'ont pas, nous retirerons." J'ai l'impression que c'est le mot d'ordre actuel du bon élève Belgique. C'était un modèle mais ça ne peut plus se conjuguer qu'au passé! On prétend qu'il faut faire des économies mais personne n'est contre le principe de faire des économies mais on s'attaque aux plus vulnérables! À ceux qui peuvent le moins prendre leur droit de cité. Finalement, qui sont les chômeurs? Ce sont des gens qui ne vont pas bien parce qu'ils n'exercent pas d'activité sociale. Et ça, on a bien intérêt d'ailleurs à ne pas l'exercer, on est même privé du statut d'administrateur dans une ASBL quand on est au chômage. J'ai moi-même dû démissionner de deux ASBL parce que j'étais au chômage. Non seulement je ne suis plus un travailleur qui gagne sa vie comme n'importe quel travailleur mais en plus je ne peux plus exercer une forme de citoyenneté et ça c'est terrible, c'est vraiment une mise de côté. Voilà, on nous met au bord de la route." ■

▲ Cette appellation, due au sociologue étasunien Robert K. Merton, fait référence à une phrase de l'Évangile selon saint Matthieu: "Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a."